



Condé sur Sarthe : l'insulte pour les Personnels !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 4 septembre 2026

Le **3 septembre 2026**, le Conseil d'État a rejeté le recours du garde des Sceaux et confirmé l'ordonnance du tribunal administratif de Caen du **18 juillet 2026**, obtenue en 48 heures suite à une saisine de l'OIP au sujet des conditions de détention au QLCO d'Alençon–Condé-sur-Sarthe.

Regardons le calendrier, il est édifiant : rapport de la CGLPL le **9 juillet**, saisine du tribunal administratif le **17 juillet**, ordonnance le **18 juillet**, audience au Conseil d'État le **21 août**, décision le **3 septembre**. Moins de deux mois, en plein cœur de l'été, pour faire condamner l'État.

Deux mois pour les narcotraquants, des années d'attente pour les personnels !

Nous, nous attendons toujours. Nous attendons le référé-liberté qui enjoindra à l'État de mettre fin, « dans les meilleurs délais », aux **agressions quotidiennes** subies par les agents et à leurs conditions de travail de plus en plus déplorables. Nous attendons l'ordonnance qui lui imposera de combler les **effectifs manquants**, de traiter la **surpopulation**, de faire cesser les **menaces sur nos familles**.

Cette ordonnance-là n'existe pas. Elle n'existera jamais. Parce que la souffrance des personnels pénitentiaires n'intéresse que les personnels et leurs organisations professionnelles. Mais elle n'intéresse aucune association, ne mobilise aucun collectif d'avocats et ne déclenche aucun communiqué indigné de leur part.

Il y a manifestement des urgences plus urgentes que d'autres !

Pour être clair, l'**UFAP UNSa Justice** ne couvrira jamais un comportement individuel fautif objectivement établi. Mais nous refusons ce système à sens unique, où la parole d'un détenu vaut preuve, tandis que celle des agents ne vaut jamais rien.

Nous refusons cette mécanique bien rodée : un rapport à charge, un référé dans la foulée, un titre de presse, et la messe est dite. Des milliers d'agents désignés collectivement comme des tortionnaires, sans qu'aucun d'entre eux n'ait été entendu, identifié, ni mis en mesure de se défendre. **C'est une insulte à leur honneur, nous ne l'accepterons jamais !**

**Ce qui se joue ici, ce n'est pas la déontologie :
c'est la doctrine QLCO elle-même !**



Car l'objectif final n'a jamais été caché. Il s'agit de faire tomber, pièce par pièce, le régime des **Quartiers de Lutte contre la Criminalité Organisée**. Chaque fouille contestée, chaque mesure de sécurité attaquée, chaque protection des agents présentée comme un instrument d'impunité participe du même travail de sape.

Rappelons donc d'où viennent les QLCO. Ils ne sont pas nés d'une idéologie sécuritaire, mais d'une **nécessité** après le drame d'Incarville, après les attaques contre nos établissements, après la **mort de deux des nôtres**. Ils existent pour protéger la société et les personnels, préserver la sécurité des établissements et empêcher les criminels les plus dangereux de poursuivre leurs trafics derrière les murs.

Etonnamment, personne n'a relayé le fait que le Conseil d'État a **refusé d'interdire le port de la cagoule** par les agents, jugeant cette protection justifiée par la **dangerosité des personnes détenues** du QLCO. Cette partie de la décision, curieusement, n'a intéressé aucun commentateur.

**Quand la sécurité des agents est confirmée, personne ne titre.
Quand ils sont accusés, tout le monde publie !**

L'**UFAP UNSa Justice** met solennellement en garde : celui qui affaiblira la doctrine QLCO portera la responsabilité de ce qui viendra ensuite. Et ce qui viendra ensuite, ce sont encore des agents blessés, des familles menacées, et des réseaux de criminalité organisée dirigés depuis les cellules.

Que chacun soit prévenu, l'UFAP UNSa Justice sera toujours en travers de leur route dès lors qu'il s'agira de défendre l'honneur, la dignité et la sécurité des personnels pénitentiaires. Nous ne laisserons rien passer, nous ne reculerons devant aucune pression et nous nous dresserons, chaque fois que nécessaire, pour protéger celles et ceux qui tiennent la pénitencière à bout de bras au péril de leur vie !

Le secrétaire général,
Alexandre CABY

